

L'Europe face à la montée du péril national-libéral

Bruno Odent

Le salut de l'Europe viendrait, en vertu de la théorie euro-conformiste dominante, de la détermination à passer sous la toise de réformes de structure régulièrement exigées par Bruxelles ou Berlin, en se protégeant au besoin des vents facétieux de la démocratie. Le libéralisme par ordonnance, promu par le président français, Emmanuel Macron, serait ainsi la voie unique, la seule praticable.

Funeste contresens. Les remèdes brandis ont déjà fait la preuve de leur contenu empoisonné. Le modèle ordo-libéral est imprégné de logique de compétition et de puissance. De Viktor Orbán à Matteo Salvini en passant par Boris Johnson, les joueurs de flûte nationalistes en radicalisent simplement les déterminismes pour en faire autant de passerelles vers le national-libéralisme. Et pourtant les besoins de coopération et de solidarité sont de plus en plus manifestes. L'urgence est à la conjugaison des résistances pour une Europe radicalement transformée, levier clé d'une autre mondialisation.

Avec un soulagement non dissimulé tous les partisans du modèle « ordo-libéral » du vieux continent ont célébré la victoire d'Emmanuel Macron à la Présidentielle de mai 2017. Une armée d'éditorialistes euro-conformistes y ont vu un coup d'arrêt au processus de désagrégation qui menaçait l'Europe depuis plusieurs années. La large défaite du Front National (FN) français au second tour du scrutin signalerait un sévère coup d'arrêt, si ce n'est le début d'un reflux pour les forces centrifuges nationalistes. Il fut même avancé dans les cercles les plus autorisés que les déboires du Brexit, comme l'offensive de Donald Trump qui ne fait pas mystère de sa volonté de faire éclater l'UE pour mieux dominer le vieux continent, devraient finalement avoir un effet salutaire à rebours : celui d'un stimulant pour resserrer les rangs européens. Paris et Berlin n'allaient-ils pas pouvoir mobiliser plus étroitement leurs forces pour renforcer la zone euro ?

Bref, après une crise existentielle du projet européen, tout allait pouvoir s'arranger. Pour en faire une démonstration implacable, le vieux poncif de l'Europe qui progresse grâce à ses crises fut alors inlassablement resservi.

Illusion ou bel ouvrage illusionniste ? Il n'a guère fallu attendre très longtemps pour que des réveils douloureux ne viennent balayer ces analyses. Loin d'avoir été durablement affaiblies, les forces nationalistes centrifuges continuent de prospérer.

Les réformes mises en œuvre en France par Emmanuel Macron et son gouvernement fournissent une sorte de catalogue exhaustif des transformations ordo-libérales aux contenus empoisonnés qui ont favorisé leur expansion dans l'hexagone et sur le vieux continent.

Des ordonnances ont été promulguées en tout début de mandat en 2017 pour faire passer aux forceps une « flexibilisation » du Code et du marché du travail. Sous couvert d'universalisme et d'égalité une tentative de réforme des retraites, déstabilisatrice du système par répartition et marchepied de la capitalisation, a été engagée en 2019-2020. Elle entend imposer un recours élargi aux assurances privées, conformément aux « recommandations » prodiguées par les puissants *lobbys* de la finance internationale, tel le groupe états-unien Black Rock¹.

À chaque fois s'illustre une volonté de passer en force pour conformer la société française en la soumettant mieux aux exigences des marchés mondialisés. La démocratie doit être, au besoin, débranchée pour réaliser coûte que coûte ces « réformes de structure », si fortement recommandées par des instances européennes sous influence. Un glissement autoritaire s'effectue qui contribue, à son tour, à banaliser la « manière forte et unilatérale », érigée en méthode par les nationalistes ou toutes sortes de populistes « providentiels ». D'autant que la pérennisation de l'état d'urgence dans la législation ordinaire française, bien après les attentats terroristes de l'année 2015,

1. Voir *l'Humanité* du 11 décembre 2019 : « Black Rock : un géant américain de la finance à l'assaut des retraites des français ».

vient conforter ce raidissement politique. « Le marché à tout prix, c'est aussi au prix de la démocratie » relève le sociologue Éric Fassin².

Derrière les slogans célébrant « la rénovation de la classe politique française », les discours prétendument « ni droite, ni gauche » ou les bluets célébrant « l'émergence de la société civile » sur la scène parlementaire, se profile ainsi un mode de « gouvernance des experts » très autoritaire. Celui d'un pouvoir exercé par une classe dirigeante française sur la défensive, déterminée à faire engorger à la société une camisole étriquée, « sans alternative ». Autrement dit : une grande coalition à la française. Selon un parallèle saisissant avec les raidissements et la crise politique majeure que connaît l'Allemagne au même moment.

Dès décembre 2015 l'économiste de la banque Natixis, Patrick Artus, avait pris fait et cause pour ce type de gouvernement, « sur le modèle, précisait-il, de celui en place à Berlin, entre les conservateurs du centre-droit, le centre et les sociaux-démocrates ». Il s'était alors engagé jusqu'à élaborer « quelques pistes de son programme. » Au menu : une réforme du marché du travail avec création d'un « contrat de travail intermédiaire » comme celui qu'avait créé « Matteo Renzi en Italie », avant que d'être balayé par une coalition entre... la Lega (extrême droite) et les populistes du mouvement 5 étoiles.

L'économiste parisien plaide aussi pour d'autres réformes structurelles, comme une « baisse du coût du travail non qualifié » et une « forte hausse de la productivité dans les administrations publiques », soit la suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires³.

Deux ans plus tard, si l'expert « euro-conformiste » fut largement comblé, la gouvernance mise en pratique dégage un parfum déjà aussi largement diffusé que frelaté sur le continent. Elle vient participer en fait à l'accentuation de la crise profonde du projet ordo-libéral européen. Partout, d'Autriche aux Pays-Bas, de l'Italie à la Belgique et à l'Allemagne, ce type de gestion des affaires a fait enfler l'abstention, les populismes ou (et) les partis d'extrême droite, en imposant des « normes » prétendument sans alternative, sous pilotage exclusif d'une sorte d'élite censitaire « éclairée ».

Trop encline à subir les funestes atavismes de peuples ignares, la démocratie est volontairement mise hors jeu. Jusqu'à provoquer l'inquiétude du philosophe allemand, Jürgen Habermas. Dès 2011, il accusa Angela Merkel et ses alliés de vouloir instaurer en Europe « un régime post-démocratique » dont il donne la définition suivante : « transférer les impératifs des marchés aux budgets nationaux sans aucune légitimité démocratique propre. »⁴

Au seuil de l'année 2020, c'est ce recours de plus en plus fréquent à l'arbitraire « post-démocratique » qui alimente la défiance populaire à l'égard du monde politique, préparant, à tous les sens du terme, le terrain aux joueurs de flûte nationalistes. D'autant que ces derniers sont désormais envisagés de plus en plus souvent par des classes dominantes aux abois comme porteurs d'une option alternative véritable, assortie de la poigne de fer indispensable pour sauver le système en crise.

Les effets pervers du double « resserrement européen » désiré par l'Élysée

Deux grands choix stratégiques sont présentés en continu par Emmanuel Macron comme les vecteurs clé du resserrement désiré du lien européen : la mise en place des « réformes de structure » ordo-libérales déjà évoquées et le lancement d'une « Europe de la défense » que la France aurait vocation de piloter. Cette double fuite en avant ne peut qu'accentuer la déstabilisation d'équilibres déjà très fragilisés au sein de la société française et chez celles des partenaires européens.

Une nouvelle course aux armements est en effet d'ores et déjà programmée. Avec explosion concomitante des dépenses militaires. Emmanuel Macron a annoncé qu'il souhaitait les porter rapidement à 2 % du Produit intérieur brut (contre 1,77 % au début de son quinquennat). « Europe de la défense » dans le viseur ou pas, ce seuil correspond à l'exigence impérieuse exprimée par Donald Trump à l'égard des pays de l'Alliance atlantique. Ce choix aura un impact sur les dépenses publiques d'autant plus important que le nouvel exécutif français s'est engagé à se soumettre aux logiques restrictives des dogmes de Maastricht (limitation du déficit et de l'endettement public). Les dépenses utiles dans l'éducation, la formation, la recherche, les services publics qui font déjà si gravement défaut à la société française et qu'il faudrait au contraire découpler pour se mettre à la hauteur des défis sociaux et environnementaux du moment, vont ainsi subir un tour de vis supplémentaire.

Quant aux réformes de structure, si ardemment désirées par les marchés financiers, la commission européenne ou Berlin, et présentées comme seul moyen de relever la compétitivité des entreprises tricolores, elles donnent lieu en France, on l'a vu, à une explosion de l'insécurité sociale, avec précarité renforcée et retraites peaux de chagrin. La poursuite de la recherche d'un alignement sur ce « modèle allemand » possède ainsi une bien étrange dimension au moment où les contre-performances du-dit modèle deviennent manifestes.

Les réformes impulsées par Gerhard Schröder au début de la précédente décennie et poursuivies par Angela Merkel ont des conséquences sociales ravageuses, non sans lien avec la plongée de la première économie de la zone euro dans la stagnation au tournant de la nouvelle décennie.

Les succès des groupes allemands à l'export, souvent mis en exergue, ne se laissent en rien déduire des réformes antisociales inscrites au fameux « agenda 2010 » de l'ex-chancelier social-démocrate. Ils sont à mettre au compte d'une densité industrielle relativement préservée de l'Allemagne occidentale et surtout des politiques monétaristes imposées à la zone euro, lesquelles ont soutenu l'expansion continue des Konzerns vers l'Est-européen, transformé pour leur compte en vaste atelier de sous-traitance bon marché.

Quant aux réformes du marché du travail de Peter Hartz, elles ont surtout permis un vaste transfert de richesses des travailleurs vers le capital⁵, en orchestrant simultanément une baisse sensible des « revenus salariaux » et une extension brutale de la précarité.

2. Éric Fassin, interview in *l'Humanité* du 21.06.2017.

3. « Un programme économique pour une "grande coalition" en France », Patrick Artus in *Le Point* du 16.12.2015.

4. Jürgen Habermas, *Zur Verfassung Europas* (De l'état de l'Europe), Suhrkamp Verlag, 2011.

Elles ont contribué à une explosion inédite des profits et des inégalités, dans des proportions telles que l'économiste Marcel Fratzscher tire aujourd'hui l'alarme⁶ sur les conséquences déstabilisatrices du phénomène. Il démontre chiffres à l'appui que son pays se place désormais « au même niveau que les États-Unis » en matière de fractures sociales. L'armée de « travailleurs pauvres » et de personnes contraintes de vivre sous le seuil de pauvreté qui ne cesse de grandir, contribue comme le déficit démographique à un manque de main-d'œuvre qualifiée. Ce qui constitue une bombe à retardement sur les performances industrielles elles-mêmes de l'ex- « capitalisme rhénan »⁷.

La contamination de l'Europe ne cesse de s'étendre

Les messages de haine à l'égard des migrants, boucs émissaires commodes livrés à des populations meurtries, s'articulent parfaitement avec des idéologies ultra-concurrentielles et autoritaires. Dans les nombreux États membres où elles ont accédé aux responsabilités, les droites populistes ou extrêmes sont à l'avant-garde de la rigueur monétariste. Leur national-libéralisme ne vient pas dynamiter le système, ni même le contredire, comme voudraient le faire croire nombre d'analyses superficielles. Au contraire, elles couronnent des évolutions largement induites par le cadre ordo-libéral. Ainsi, l'impulsion d'un dépassement du « modèle » européen en crise ne saurait souffrir la moindre concession aux mythes souverainistes. Tant ceux-là sont enclins au bout du compte à légitimer la doctrine nationale-libérale. Comme le montrent si bien l'expérience britannique et le succès fin 2019 du Premier ministre Boris Johnson, avec l'appui conjoint de la City et des extrémistes du UKIP (Parti de l'indépendance de la Grande-Bretagne).

Les nationalistes participent aux gouvernements de plusieurs pays (Belgique, Danemark, Finlande, Slovaquie etc). Ils sont carrément installés aux affaires au Royaume-Uni, en Pologne et en Hongrie.

Le pays de Viktor Orbán mérite une attention toute particulière pour son rôle de pionnier du national-libéralisme en Europe. Arrivé au pouvoir avec son parti, le Fidesz (Union civique hongroise), en 2010, puis réélu en 2014 et en 2018, V. Orbán, chef de file de la droite libérale dans les années 1990, n'a cessé de se déporter vers une ligne ouvertement nationaliste et autoritaire.

Le dirigeant hongrois se meut en permanence entre une conformité conservatrice des plus consensuelles – le Fidesz est toujours membre du Parti populaire européen (PPE) comme le parti chrétien-démocrate (CDU) d'Angela Merkel et Annegret Kramp Karrenbauer ou les Républicains de Christian Jacob – et le recours toujours plus régulier à des mesures arbitraires, autoritaires et (ou) xénophobes.

Le tout est subtilement dosé pour éviter une rupture avec la famille des droites européennes. Mais l'exclusion d'Orbán du PPE, un temps envisagée au début 2019, sera finalement abandonnée, révélant la solidité de la position du Premier ministre hongrois et une porosité manifeste des cloisons entre nationaux-libéraux et ordo-libéraux.

L'intransigeance d'Orbán qui a fait ériger un mur aux frontières orientales de son pays pour en fermer l'accès aux migrants, est donnée régulièrement en exemple par l'Union chrétienne sociale bavaroise (CSU), devenue co-actrice de la banalisation et de la montée du nationalisme outre-Rhin, alors même qu'elle participe au gouvernement allemand de Grande coalition.

Dans la gestion des affaires hongroises, les mesures ultra-racistes font bon ménage avec un train de réformes ultralibérales. Le concept de « préférence nationale », cher au Rassemblement national (RN) français, y est expérimenté grandeur nature contre les populations Roms. Celles-ci sont soumises à des travaux « d'utilité collective » obligatoires mais rémunérées largement en dessous des plus mauvais « tarifs » des salariés du secteur public autochtone. Ce « travail forcé et sous payé », s'apparente à un « racket d'État » relève le mouvement des Droits civiques hongrois.

Côté réformes de structure radicales, la Hongrie a introduit une « flat tax » (taux d'imposition unique) à 16 % en 2011 dans laquelle on retrouve la même brutalité sociale, la même charge inégalitaire, la même logique d'exclusion. Pourtant, si ses « dérapages » xénophobes valent parfois à Orbán quelques mises au point de ses pairs, la « flat tax » n'a fait l'objet d'aucune discussion. Ne s'approche-t-elle pas de la lettre d'une certaine orthodoxie libérale ? Au point qu'Emmanuel Macron, qui s'affiche volontiers en défenseur de l'idée européenne, l'a introduite partiellement, lui aussi, pour taxer les revenus des actions et obligations, allégeant ainsi substantiellement la fiscalité sur les plus gros prélèvements du capital.

V. Orbán ne se montre pas moins zélé dans le respect des normes ordo-libérales européennes les plus classiques. Il a fait de la banque centrale hongroise, une institution « indépendante » dotée d'un « droit de veto » sur le budget de l'État. Un statut à faire pâlir d'envie la Banque centrale européenne (BCE).



Les nationalistes participent aux gouvernements de plusieurs pays (Belgique, Danemark, Finlande, Slovaquie etc). Ils sont carrément installés aux affaires au Royaume-Uni, en Pologne et en Hongrie.



5. La part des salaires dans la valeur ajoutée a reculé de plus de 5 % depuis le début des années 2000 (Bundesdeutsches statistisches Amt - Bureau statistique fédéral allemand).

6. Marcel Fratzscher, *Verteilungskampf: warum Deutschland immer ungleicher wird* (Combat de répartition : pourquoi l'Allemagne devient toujours plus inégalitaire), Hanser Verlag, 2016.

7. Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Le Seuil, Paris, 1999.

8. Programme de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) publié lors de son congrès fondateur le 13 avril 2013.

9. Bruno Odent, Kohl, le chancelier qui fit chanter l'Europe, in *l'Humanité* du 19.06.2017.

La soumission à la règle phare du traité de Maastricht (le maintien du déficit public sous la barre des 3 % du PIB) a été décrétée par le chef de l'État hongrois dès 2011, au lendemain de son accession aux responsabilités, avec quelques succès puisque le pays respecte la norme depuis 2012, mais au prix de politiques d'austérité brutales. Le nombre de fonctionnaires a été ainsi réduit de 5 % et les collectivités peuvent « embaucher » à très bon compte, on l'a vu, les populations Roms. L'extrémisme se conjugue sur deux fronts complémentaires : national et libéral.

Les dérapages « souverainistes » très contrôlés, anti-Bruxelles, voire antimondialistes du leader du Fidesz obéissent à des objectifs stratégiques destinés à donner le change à des couches populaires au sein desquelles la « mal-vie » persiste. Ils cohabitent parfaitement avec une pratique on ne peut plus intégrée à l'espace ordo-libéral germanique.

La Hongrie est devenue l'une des destinations préférées des investissements des Konzerne, ces grands groupes allemands qui ont pris massivement pied en Europe de l'Est. Qu'il s'agisse d'Audi, la filiale premium de Volkswagen ou de Daimler Benz, le gouvernement Orbán s'est montré particulièrement généreux dans ses ristournes fiscales pour qu'ils puissent y construire au meilleur compte leurs usines « low cost » de moteurs, d'équipements ou même désormais de véhicules de séries bas de gamme. L'essentiel des pièces fabriquées en Hongrie continuent d'être exportées vers les usines-mères allemandes où sont réalisés les assemblages finaux des automobiles, selon un processus qui leur permet de bénéficier ainsi de l'estampille « made in Germany ».

Usines « low cost », travail et monnaie dévalués, syndicats sous surveillance, migrants discriminés, démocratie atrophiee. Non seulement le modèle national-libéral hongrois ne s'écarte pas des pactes austéritaires européens, mais il les a renforcés dans l'espoir de tirer meilleure partie de leurs logiques dévouées à la rentabilité financière. À l'opposé des clichés « anti-système » rebattus, le nationalisme apparaît ainsi pour ce qu'il est : le débouché des logiques du marché et des profits vers l'autoritarisme et l'exclusion.

La nature édifiante du nationalisme allemand

C'est en Allemagne, au centre même de la zone euro, que les filiations entre ordo et national-libéralisme, sont les plus patentées. Le jeune parti d'extrême droite, Alternative pour l'Allemagne (AfD), porté sur les fonts baptismaux en 2013, est le produit d'une dispute virulente au sein de la classe dirigeante allemande dont le cœur est le refus de tout ce qui pourrait ressembler à une « Union de transfert ». Soit la crainte que l'Allemagne ne soit contrainte *in fine* de soutenir les pays de la zone euro les plus ébranlés par ce qu'il fut convenu d'appeler la crise des dettes souveraines qui constitua en fait le report sur le public d'une dette privée devenue irrécouvrable à la suite du krach financier de 2008.

L'AfD est née de cette confrontation. Des économistes, des dirigeants conservateurs, parfois intégrés de très longue date au parti chrétien démocrate (CDU) ou au parti libéral (FDP) vont « scissionner »

pour rejoindre le nouveau parti. Son manifeste de lancement proclame en avril 2013 : « Quand les risques liés au parapluie du Mécanisme européen de stabilité (MES) vont prendre une forme concrète, c'est l'Allemagne que cela va toucher principalement. »⁸ La conclusion est sans appel : le pays doit sortir de l'euro. Car sinon, il lui faudra payer un jour la facture de la Grèce et des pays « laxistes » en difficulté.

Le discours xénophobe – l'autre marque identitaire de l'AfD – va fonctionner en parfaite symbiose avec ce rejet de la monnaie unique. Là encore, certains des discours les plus autorisés des gardiens du temple européen ont contribué à en banaliser l'occurrence. Comme lorsque l'ex-ministre des Finances et actuel président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, a multiplié les vindictes populistes anti-grecques, dans le long bras de fer qui l'opposa à Athènes dans la première moitié de l'année 2015.

L'AfD s'est hissée rapidement dans la sphère politique germanique et y occupe désormais une place de plus en plus préoccupante. Elle est parvenue à faire élire quelques 90 députés (avec 12,6 % des suffrages) aux législatives de septembre 2017, réalisant une entrée tonitruante dans le Bundestag, et elle sera représentée, seulement 6 ans après son congrès fondateur, dans tous les parlements des 16 Länder (États-régions) du pays. À l'automne 2019, elle enregistre de nouvelles percées spectaculaires. Elle va jouer les tout premiers rôles en Saxe (27,5 %), dans le Brandebourg (23,5 %) et en Thuringe (23,4 %) talonnant les partis des ministres présidents sortants (soit respectivement la CDU, le SPD et Die Linke).

Les nationalistes ont réussi à capter les frustrations de toute une population. Profondément déstabilisée par les contre-réformes du marché du travail et des retraites qui ont creusé les inégalités et renforcé la précarité. La population a le sentiment d'être confrontée à une « élite politique » incapable de régler ses problèmes et à des médias vendus au « politiquement correct » de la mondialisation libérale. La haine des étrangers est le vecteur essentiel par lequel les nationalistes réussissent à récupérer l'immense malaise politique et social qui s'est répandu sur la société. Ce qui nourrit une crise inédite des « grands » partis et des institutions.

La banalisation de cette extrême droite progresse avec d'autant plus d'efficacité qu'elle est portée par son voisinage avec les références les plus raides de la grande coalition (CDU/SPD) d'Angela Merkel.

À l'instar d'Alexander Gauland qui codirige son groupe parlementaire (40 ans de CDU avant de prendre la tête de la formation d'extrême droite), l'AfD ne fait que radicaliser la ligne dominante héritée du modèle monétariste imposé par le chancelier Kohl à Maastricht⁹, comme condition de l'intégration de l'Allemagne réunifiée à l'Union monétaire européenne.

Un grand commis de l'État allemand, comme personnage relais

Il vaut de s'attarder sur une figure de la vie politique germanique, tant elle incarne les ponts entre le dogme dominant et celui du national-libéralisme de l'AfD.

“ Une minorité considère que la monnaie unique empêcherait au contraire ces mêmes groupes exportateurs de conforter leur position et leur domination alors que les marchés exigent d’eux des rendements financiers de plus en plus élevés. ”

Thilo Sarrazin ne fut rien moins, en 1990, que l’architecte de l’union monétaire inter-allemande. Économiste, chef de service à la Bundesbank, il a été chargé de l’élaboration concrète de ce projet qui va déboucher sur l’introduction en une nuit du Deutsche Mark à l’Est et sur l’annexion rapide de toutes les richesses économiques de l’ex-RDA par les grands groupes de l’ex-RFA, avec à la clé une explosion du chômage sur le territoire des « nouveaux Länder. » L’implacable économiste fonctionnaire va poursuivre son parcours de grand commis de l’État en devenant patron de la Deutsche Bahn (DB), les chemins de fer publics allemands. Avant d’entamer une carrière politique de haut niveau au sein du parti social-démocrate (SPD). Il devient en 2002 ministre des Finances du Land de Berlin où il s’est rendu célèbre par son zèle dans la chasse aux « resquilleurs » de la loi Hartz IV, phare de la réforme du marché du travail de l’ex-chancelier Schröder. Après quoi, il obtient une sorte de bâton de maréchal en revenant à la Bundesbank, non plus cette fois comme technicien mais en étant nommé au directoire de la banque fédérale.

T. Sarrazin va alors consacrer toutes ses forces à dénoncer le boulet que constitueraient pour l’économie, les aides et autres prestations sociales accordées aux milieux populaires et aux migrants. Une charge insupportable, théorise-t-il, dans *L’Allemagne se saborde*¹⁰, l’ouvrage qu’il publie en 2010. La haine de classe conduit le banquier central à observer chez les pauvres des caractéristiques culturelles et biologiques qui en feraient des personnes incapables de progrès et à « l’intelligence limitée. » Il s’appuie ouvertement sur les thèses eugénistes et racistes du britannique Francis Galton.

Ce brûlot suscitera un tollé et coûtera à l’économiste son poste au sein du directoire de la Bundesbank. Mais il sera diffusé à plus de deux millions d’exemplaires. Ce qui va faire de T. Sarrazin, dans les années suivantes, le penseur de toute la mouvance néo-na-

tionaliste. Il est la vedette de conférences de l’AfD ou de meetings du mouvement PEGIDA (Patrioten Europas gegen die islamisierung des Abendlands, Patriotes d’Europe contre l’Islamisation de l’Occident), tout en restant curieusement encore en 2020, malgré plusieurs tentatives d’exclusion, encarté au SPD. Sans surprise, il prône un retour au Deutsche Mark ou l’avènement d’un « euro du nord » (sans la France avec les seuls pays de l’ex-zone Mark) en publiant en 2012 *L’Europe n’a pas besoin de l’euro*¹¹. L’ex-banquier central boucle ainsi la boucle. Le nationalisme anti-euro, identitaire et xénophobe, dont il est l’un des principaux théoriciens¹², tire l’essentiel de son inspiration d’une radicalité monétariste puisée au sein du modèle « ordo-libéral » qu’il sert tout au long de son redoutable parcours.

Un plan B pour accompagner un « germanexit »

Une majorité au sein de la classe dirigeante allemande reste fermement persuadée que les inconvenients d’une dérive, comme celle fantasmée par Sarrazin, seraient bien trop lourds pour la première économie de la zone euro. Les grands groupes exportateurs allemands n’ont-ils pas tiré le meilleur parti d’un cadre européen sur mesure qu’a réussi à imposer feu le chancelier Kohl à ses ex-partenaires ? Les Konzerne auraient, estiment-ils, beaucoup trop à perdre dans les secousses que ne manquerait pas de provoquer une explosion de la zone euro.

Une minorité considère que la monnaie unique empêcherait au contraire ces mêmes groupes exportateurs de conforter leur position et leur domination alors que les marchés exigent d’eux des rendements financiers de plus en plus élevés. Hans Olaf Henkel, ex-patron des patrons allemands qui est toujours une des plus importantes figures du Dax 30 (les 30 plus grosses entreprises cotées à la bourse de Francfort), s’il a pris ses distances avec la xénophobie d’un Sarrazin, se répand sur l’intérêt qu’il y aurait à larguer les amarres de la zone euro¹³.

Pour qui veut bien en rester à un examen rapide et superficiel, les deux approches apparaissent irréconciliables. Pourtant, à y regarder de plus près, elles sont bien moins éloignées qu’il n’y paraît. Car les logiques imposées par Helmut Kohl à Maastricht et les logiques nationales-libérales possèdent un fondement monétariste commun. Des passerelles peuvent donc aisément être lancées entre les unes et les autres.

Wolfgang Schäuble, l’ex-ministre des Finances d’Angela Merkel lui-même, leur a donné une dimension matérielle en faisant élaborer rien moins qu’un « plan B » sur un scénario de *germanexit* de la zone euro. L’économiste Kai A. Konrad, ponte de l’institut Max Planck et tête pensante de ce projet, défend que l’appréciation du Mark ou de « l’euro du nord » nouveau qui en résulterait n’handicaperait pas les capacités exportatrices de son pays. Rejoignant des arguments assez similaires à ceux de l’ex-patron des patrons, il plaide que cette force à l’export « s’est fort bien accommodée, lors des décennies passées, de l’appréciation continue du Deutsche Mark et a ainsi appris à maintenir sa compétitivité ».

Quant à la Bundesbank, elle pourrait puiser dans les excédents allemands pour racheter massivement des

10. Thilo Sarrazin, *Deutschland schafft sich ab* (l’Allemagne se saborde), DVA Verlag 2010

11. Thilo Sarrazin, *Europa braucht den Euro nicht* (l’Europe n’a pas besoin de l’euro), DVA Verlag, 2012

12. Thilo Sarrazin publie régulièrement de nouveaux ouvrages dont s’emparent aussitôt les milieux nationalistes. Le dernier en date, *Feindliche Übernahme* (OPA hostile), Finanzbuch Verlag 2018, traite d’une prétendue menace de prise de contrôle de la société par l’islam et musulmans.

13. Hans Olaf Henkel, *Die Euro Lügner* (Les menteurs de l’euro), Heyne Verlag, 2013.

14. Kai A. Konrad, « Deutschland kann die Euro-zone nicht retten » (« l'Allemagne ne peut pas sauver la zone euro ») in *Die Welt* du 17.08.2013.

15. Étude du Xerfi, « L'Europe plate-forme de production allemande », Olivier Passet, 2017.

16. Eric Fassin, *Populisme, le grand ressentiment*, éditions Textuel, 2017.

devises et ramener ainsi l'appréciation de la monnaie allemande « dans des limites parfaitement gérables ». « On pourrait investir, précise Konrad, les réserves en devises d'une manière moins conventionnelle, par exemple, en instituant notre propre fonds souverain, qui investirait à l'étranger dans des entreprises, de l'immobilier ou dans des stocks de matières premières. »¹⁴ De plus, les Konzerne acquerraient avec le Deutsche Mark fort reconstitué ou l'« euro du nord » une devise, force de frappe pour des acquisitions, qui leur permettrait de transformer toujours davantage le continent en leur « plate-forme de production », selon l'observation faite par le Xerfi¹⁵, un institut d'études économiques français.

Pourquoi une vraie alternative passe par l'Europe

Ce « plan B » très concrètement élaboré par les services de Wolfgang Schäuble, comme le contenu des projets de rupture avec l'euro de l'extrême droite allemande, éclairent l'énormité du contresens commis par les nationalistes de tous bords de ce côté-ci du Rhin, quand ils présentent le retour aux monnaies nationales comme un remède miracle ou, quoi qu'il en soit, une voie obligatoire pour s'émanciper de l'ordo-libéralisme européen.

La sortie de l'euro serait immédiatement reliée en effet à des dévaluations compétitives de devises nationales ressuscitées, dont le déclenchement et les logiques sont intégralement soumis aux normes des gestions patronales et aux diktats des marchés financiers.

Ces dévaluations ont pour vocation essentielle de servir d'armes dans la guerre économique afin d'améliorer la position des « champions » capitalistes nationaux sur les marchés à l'export. Elles réduisent volontairement la valeur du travail national pour stimuler les ventes et les profits. Une austérité renforcée devient ainsi vite incontournable pour maintenir l'avantage initial de compétitivité fourni par cette dévalorisation monétaire.

On se situe sur des démarches identiques à celles qui conduisent à diminuer le « coût du travail » en taillant dans les protections sociales ou en réduisant « les charges » et en allégeant l'impôt sur les sociétés. On ajoute du *dumping* monétaire au *dumping* social et au *dumping* fiscal pour booster les profits et les revenus du capital.

Boris Johnson et les nationalistes britanniques qui sont prêts à faire feu de tout bois pour « rétablir la compétitivité du Royaume-Uni », y compris en jouant d'une dévaluation de la livre, fournissent une singulière illustration des véritables priorités recherchées.

Au menu de l'après-Brexit qui doit démarrer au 31 janvier 2020, on repère un alignement total sur les logiques libre-échangistes autant qu'un contenu de classe sans équivoque. Sont annoncés une pression accrue sur les salaires et les protections sociales, un démantèlement programmé des services publics jusqu'au fameux service national de santé (NHS), possiblement livré aux appétits des gros assureurs privés états-unis à l'affût, prêts à profiter d'un accord de libre-échange passé avec l'allié nationaliste, Donald Trump.

Le locataire de la Maison-Blanche ne cache pas sa volonté de se servir ainsi du Royaume-Uni pour enfoncer définitivement un coin dans une Europe émietlée où il pourrait ne plus avoir à traiter qu'en bilatéral avec les différentes capitales, pour restaurer ou mieux installer la suprématie de l'Empire US sur le capitalisme occidental. À l'inverse d'une démarche strictement impulsive, voire folle et peu contrôlée, servie le plus souvent en guise d'analyse du « trumpeisme », cette offensive est établie sur un fond très cohérent, très stratégique.

Pour construire cette nouvelle hégémonie, le locataire de la Maison-Blanche n'hésite pas à fouler aux pieds les tentatives internationales de recherche de solutions aux défis majeurs de survie (sociaux et environnementaux) auxquels est confrontée l'humanité. Illustrant ainsi combien la construction d'un dépassement révolutionnaire, d'une « autre mondialisation » est devenue cruciale. Le danger est immense en effet quand le capitalisme financiarisé, Wall Street et la City en viennent à miser toujours plus ouvertement sur des « options » comme celles de Trump ou de Johnson pour préserver le système en crise. Un besoin de dépassement dont l'acuité s'illustre aussi par l'émergence de divers mouvements, voire insurrections repérées aujourd'hui sur toute la planète, du Chili à la Colombie en passant par l'Algérie et l'Irak ou le Liban, sans oublier naturellement le soulèvement français des gilets jaunes puis la lutte contre la réforme des retraites de décembre 2019/ janvier 2020.

L'option « sortie de l'euro » est une vraie fausse solution, un trompe-l'œil politique. Des nationalistes européens en usent comme d'un fétiche, un sésame, un semblant de réponse à toutes les vraies questions qui hantent les populations : la montée en puissance des souffrances sociales, le creusement des inégalités et l'explosion des disparités qui mettent à mal les équilibres régionaux ou nationaux au sein de la zone euro.

Les immigrés, les étrangers, parfois un establishment mythifié ou la « bureaucratie bruxelloise », sont présentés par ces populismes pluriels comme un « ennemi » global contre lequel « le peuple » devrait se rassembler derrière un *leader* providentiel. Cette culture du ressentiment¹⁶ dévoie la colère des citoyens et exonère à bon compte, on l'a compris, de penser le dépassement des gestions capitalistes, pourtant à bout de souffle, d'une si grande acuité.

Une bonne partie de l'énergie tirée de la contestation diffuse de systèmes dépassés et d'institutions archaïques, où l'aspiration à un changement radical, en France comme dans chaque pays de l'UE, peut ainsi être détournée. La très forte aspiration populaire à la souveraineté peut ainsi rester confisquée.

C'est dire le besoin de forces politiques qui, en France et en Europe, démasquent la véritable origine de classe de défis sociaux ou environnementaux dont le règlement est devenu si déterminant pour l'avenir de l'humanité. Un mouvement inédit de démocratisation et d'expansion de la souveraineté populaire suppose des pouvoirs nouveaux pour les salariés et les citoyens, en particulier dans ces citadelles de l'entreprise, où une verticalité d'un autre âge constitue toujours une norme absolue.

Face au consensus mortifère ambiant pour la diminution des « coûts salariaux » et des « dépenses sociales » sur lequel sont alignés les nationaux-libéraux, il faut dénoncer le coût de plus en plus exorbitant du capital (dividendes et intérêts versés aux actionnaires et aux financiers) et formuler des propositions pour réduire cette charge insupportable pour les populations en Europe, comme pour les TPE et PME, au sein de tous les États membres de l'UE et au-delà.

Nous avons besoin de coopérations européennes et internationales transformées, très poussées pour désarmer progressivement la finance et investir dans la recherche, la formation, la protection de l'environnement. Soit autant de domaines, garants d'une compétitivité des entreprises, qui ne se mesurent plus à leur rentabilité financière mais à des critères nouveaux d'efficacité au service du bien commun.

Le meilleur moyen de s'opposer à la démagogie populiste est d'émanciper l'UE de l'ordo-libéralisme, antichambre du national-libéralisme. Des mouvements comme celui qui exige en France, une vraie réforme des retraites, solidaire, à la hauteur des défis modernes et capable d'infléchir les gestions des entreprises en matière salariale, sociale et environnementale, constituent autant de points d'appui pour répondre rapidement à ces besoins si urgents d'alternatives radicales.

Ainsi par exemple, plutôt que de se débarrasser de la monnaie unique comme le souhaitent si fort les nationalistes allemands, taraudés par l'angoisse

d'un système qui puisse évoluer vers une « union de transfert », ne faut-il pas exiger de mettre l'euro, instrument monétaire commun, au service des solidarités et de l'emploi, de coopérations inter-européennes pour le développement et la lutte contre le réchauffement climatique? Les crises et impasses successives n'ont-elles pas fait mûrir ce défi?

La Banque centrale européenne (BCE) abreuve les marchés financiers de crédits gratuits depuis début 2016¹⁷. Sans réel succès, une époque de stagnation succédant à un temps de croissance nulle. Pour que ce recours à la planche à crédits à taux nuls soit enfin efficace et éviter qu'elle n'alimente de terribles bulles spéculatives, il faudrait l'orienter en faveur non plus des marchés mais de financements utiles aux différents peuples.

À l'aide d'un fonds européen de développement social, solidaire et écologique, comme le proposent les communistes français, ou d'une Banque publique européenne, comme l'ont avancé les syndicalistes du DGB allemand, il serait possible de financer gratuitement, sans payer d'intérêt, ces grands investissements dans les services publics, la recherche, la formation et le climat.

Il faut défendre l'Europe contre l'ordo-libéralisme qui la mine et ne pas la laisser sombrer jusqu'à tomber entre les mains du national-libéralisme. On a besoin d'une UE radicalement transformée pour investir la coopération et la solidarité, il en va de l'avenir de l'humanité. ■■■

17. Ce plan dit d'assouplissement quantitatif (Quantitative easing) a été mis en œuvre par la BCE entre mars 2015 et décembre 2018, à raison de 80 puis de 60 milliards d'euros par mois.

<https://www.economie-et-politique.org>